



Après la censure d'une vidéo (« BOOOM – Étienne Chouard brise l'omertà en direct à la télé ») qui dépassait 400 000 vues en 4 jours (elle faisait plus de 100 000 par jour, ça allait bien :), voici une deuxième tentative virale pour la rentrée : 15 minutes avec le mouvement « Nouvelle Donne », cette fois SUR LE CHÔMAGE :

Le chômage est une construction politique (de type maffieux, c'est-à-dire terroriste) qui permet aux 1 % oisifs de faire régner la terreur parmi les 99 % ainsi astreints aux travaux forcés.

Et nos « élus » (en fait, ce ne sont PAS DU TOUT « nos » élus mais les élus des riches, ce qui explique TOUT), « nos élus » prétendus, donc, se foutent de nous, littéralement, quand ils prétendent combattre le chômage en façade (avec un pistolet à eau) pendant qu'ils encouragent le chômage en coulisse (avec des bombes incendiaires).

Il nous faut nous réunir, nous entraider, nous auto-former, polariser nos volontés, autour de NOTRE CAUSE COMMUNE (nous devons instituer nous-même notre puissance politique), au lieu de nous diviser sur des conséquences diverses de notre impuissance.

Ce salaud de Bossuet le résumait ainsi : « Dieu se rit des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en chérissent les causes. » => Le « SUFFRAGE UNIVERSEL » ravalé à la désignation de maîtres est l'arme politique — UNE DES CAUSES PREMIÈRES — qui permet à la classe des 1 % d'acheter les acteurs politiques et de terroriser la classe des 99 %.

Dieu se rit des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en chérissent les causes. Arrêtons d'adorer le faux « suffrage universel » comme une vache sacrée et travaillons à chercher (et à modifier) les causes profondes de nos malheurs.

Thèmes (à peine évoqués lors) de ces 15 minutes (et documents complémentaires rappelés sur le site pour bosser) :

- la 'dette publique' comme coup d'État bancaire,
- et le 'remboursement de la dette publique' comme source infaillible de crise majeure et de chômage de masse,
- le chartalisme comme alternative stimulante et prometteuse,
- L'UE comme piège chômagène,
- Le libre échange imposé par les empires à leurs colonies,
- et le NAIRU comme Nème preuve du scandale et de la trahison...
- et indispensables ateliers constituants populaires...

Faites passer :)

Comme autre trace de ce passage à Amiens, il y a aussi cette courte conclusion :

PS : je ne sais évidemment pas si « Nouvelle Donne » prendra finalement le cap de l'auto-éducation populaire constituante... mais on peut rêver (ils parlent déjà beaucoup de tirage au sort et ils commencent à le tester). On verra bien ce qui adviendra.

---

Pour bosser et aller plus loin, voici des éléments de documentation complémentaire sur les points évoqués dans la vidéo :

• Sur le CHARTALISME et la corrélation (parfaite !) entre remboursement d'une dette publique et crise majeure et chômage généralisé :

- La fiche wikipédia : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Chartalisme#Transactions\\_verticales](http://fr.wikipedia.org/wiki/Chartalisme#Transactions_verticales)

Extrait (important) :

Voici le cas des États-Unis résumé par le professeur Wray<sup>7</sup> :

« À une brève exception près, le gouvernement fédéral a été endetté chaque année depuis 1776. En janvier 1835, pour la première et seule fois de toute l'histoire des U.S.A., la dette publique fut éliminée, et un surplus budgétaire fut maintenu les deux années suivantes pour accumuler ce que le Secrétaire au Trésor Levi Woodbury appela « un fond pour faire face aux futurs déficits. » En 1837 l'économie s'effondra en une grande dépression qui mit le budget en déficit, et le gouvernement a toujours été endetté depuis. Depuis 1776 il y eut exactement sept périodes de surplus budgétaires substantiels avec une réduction significative de la dette. De 1817 à 1821 la dette nationale baissa de 29 % ; de 1823 à 1836 elle fut éliminée (les efforts de Jackson) ; de 1852 à 1857 elle chuta de 59 %, de 1867 à 1873 de 27 %, de 1880 à 1893 de plus de 50 %, et de 1920 à 1930 d'environ un tiers. Bien sûr, la dernière fois que nous avons un surplus budgétaire était durant les années Clinton. Je ne connais pas de ménage qui fut capable d'avoir un budget en déficit pendant approximativement 190 des 230 et quelque dernières années, et d'accumuler des dettes virtuellement sans limite depuis 1837.

Les États-Unis ont également connu six périodes de dépression. Les dépressions commencèrent en 1819, 1837, 1857, 1873, 1893, et 1929. (Ne remarquez-vous rien ? Jetez un œil aux dates listées plus haut.) **À l'exception des surplus de Clinton, chaque réduction significative de la dette en cours fut suivie d'une dépression, et chaque dépression fut précédée par une réduction de dette significative. Le surplus de Clinton fut suivi par la récession de Bush, une euphorie spéculative, et maintenant l'effondrement dans lequel nous nous trouvons. Le jury délibère encore pour savoir si nous pourrions réussir à en faire une nouvelle grande dépression.**

Bien qu'on ne puisse jamais éluder la possibilité d'une coïncidence, sept surplus suivis par six dépressions et demi (avec encore quelque possibilité pour en faire la parfaite septième) devrait faire hausser quelques sourcils. Et, au passage, nos moins graves récessions ont presque toujours été précédées par des réductions du budget fédéral. Je ne connais aucun cas de dépression engendrée par un surplus du budget des ménages. »

— L. Randall Wray, [traduction.](#), source.

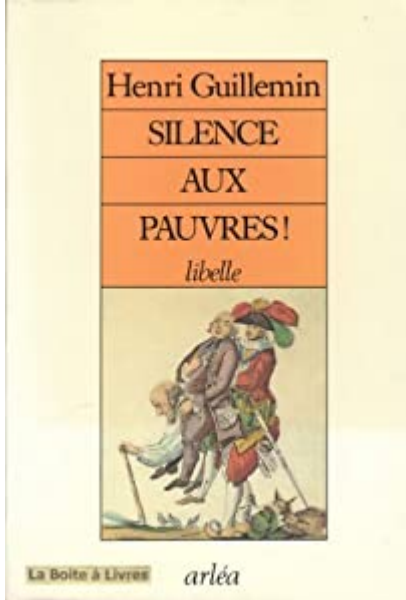
**IL NE FAUT PAS REMBOURSER LA DETTE  
PUBLIQUE.  
Si on fait ça (si des traîtres font ça !), on va sombrer dans  
un chômage généralisé.**

- Le site (important) « Frapper monnaie » :  
<http://frappermonnaie.wordpress.com/>

• Le passionnant petit livre de Philippe Derudder : « Les monnaies locales complémentaires : pourquoi, comment ? »  
<http://www.franceculture.fr/oeuvre-les-monnaies-locales-complementaires-pourquoi-comment-de-philippe-derudder>

• le site (étonnant) « Chômage et monnaie » :  
<http://www.chomage-et-monnaie.org/>

• Sur la très bonne affaire (pour les riches) et la très mauvaise affaire (pour les pauvres) qu'est la dette publique, ne ratez surtout pas notre cher **Guillemin**, expliquant, dans son extraordinaire bouquin « Silence aux pauvres », le rôle crucial (et criminel) de Necker et des Girondins (cherchez ces mots dans la page) avant et pendant la Révolution française :  
<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2012/07/15/237-henri-guillemin-silence-aux-pauvres-1989>



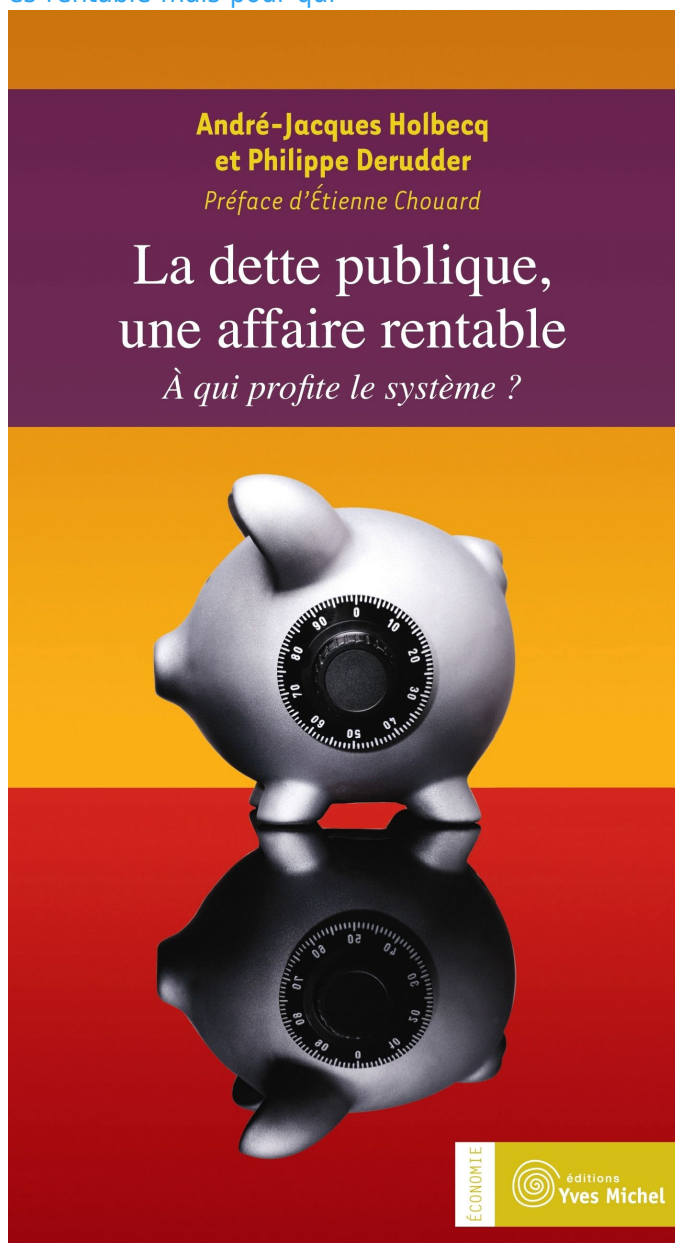
- et puis tout Guillemin, en fait :

<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?Henri-guillemin-robespierre-rousseau-castoriadis-zinn>

• Plus de détails sur le piège politique de la dette publique en France aujourd'hui :

• Voir aussi l'excellent (l'indispensable) petit livre d'André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder : « La dette publique, une affaire rentable » :

<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2008/05/16/94-la-dette-publique-est-une-affaire-tr-es-rentable-mais-pour-qui>



• Pour appuyer ma phrase « *Tous les banquiers du monde savent que, quand on se bat contre l'inflation, on va automatiquement le payer en chômage des plus défavorisés : non seulement ils le savent, mais il le font exprès POUR ÇA !* »

Voir **Jean-Paul Fitoussi**, Professeur des Universités à l'Institut d'Études Politiques de Paris, Président du Conseil Scientifique de l'IEP de Paris, Président de l'OFCE et Secrétaire général de l'Association Internationale des Sciences Économiques, entretiens avec JC Guillebaud, « La politique de l'impuissance », 2005, Arléa :

- JCG : « Vous êtes en train de dire qu'au fond, obsédé par la lutte contre l'inflation, on a littéralement consenti au chômage. »

- JPF : « Pis que ça ! On a dans une première phase instrumentalisé le chômage pour combattre l'inflation. Chaque « banquier central » de la planète sait que, dès qu'il augmente les taux d'intérêts, il met au chômage une partie des catégories les plus vulnérables de la population. Non seulement il le sait, mais c'est précisément pour ça qu'il le fait. Pourquoi augmente-t-on les taux d'intérêts ? Parce qu'on est persuadé que la demande est trop forte et que les entreprises produisant à pleine capacité ne pourraient la satisfaire qu'en augmentant leurs prix. La douche froide des taux d'intérêts réduit ainsi la demande et incite les entreprises à licencier. » (p. 45)

(...)

- JCG : « Que pensez-vous des deux arguments martelés à cette époque [après 1982] à propos de l'inflation et du respect des grands équilibres ? Premièrement on a dit qu'il était légitime (y compris moralement) de lutter contre l'inflation parce qu'elle pénalisait les plus pauvres ; deuxièmement, qu'il fallait maintenir les grands équilibres par simple respect et générosité pour les générations à venir, afin de ne pas faire peser une charge trop lourde sur la tête de nos enfants. On a habillé, en quelque sorte, cette politique d'un discours de générosité... »

- JPF : « C'était un double mensonge. En augmentant les taux d'intérêts, et surtout en les maintenant à un niveau élevé une fois l'inflation vaincue, on savait qu'on favorisait ceux qui détiennent le capital financier, et que l'on excluait de l'accès aux biens durables (qui exigent un recours à l'emprunt) les catégories les plus vulnérables de la population. (...) Le second mensonge, c'est qu'en augmentant les taux d'intérêt on faisait du service de la dette un des postes les plus importants du budget de l'État. » (P. 46)

- JPF : « Que l'orientation des politiques économiques de l'Union soit, pour l'essentiel, indépendante de tout processus démocratique est à la fois contraire aux traditions politiques des peuples européens, et dangereux pour l'efficacité économique de l'ensemble. » (p. 72)

- JPF : « En forçant le trait, on pourrait affirmer que le « gouvernement économique » de l'Europe se rapproche à s'y méprendre d'un despote éclairé qui, à l'abri des pressions populaires, chercherait le bien commun au travers de l'application d'une doctrine rigoureuse - le libéralisme -, supposée supérieure à toutes les autres en termes d'efficacité économique. La démocratie ne serait donc pas le système politique le mieux à même d'appréhender l'intérêt général ; elle placerait les gouvernements en position de vulnérabilité devant les pressions des populations en faveur de la redistribution. Le pouvoir a ainsi changé de mains. Les politiques ont préféré le confier à des agences indépendantes. (...)

Mais il est vrai aussi que, dès l'origine, la construction européenne fut l'œuvre d'une démocratie des élites, plutôt que de la démocratie tout court. Cependant les élites ont changé (...) aujourd'hui elles ont tendance à assimiler le bien public au marché. »

*La suite est édifiante... Un petit livre important, à lire...*

Source : mon analyse de 2005 « UNE MAUVAISE CONSTITUTION QUI RÉVÈLE UN SECRET CANCER DE NOTRE DÉMOCRATIE » (note 14, page 20) :

[https://old.chouard.org/Europe/Constitution\\_revelateur\\_du\\_cancer\\_de\\_la\\_democratie.pdf](https://old.chouard.org/Europe/Constitution_revelateur_du_cancer_de_la_democratie.pdf)

- Sur les raisons impérieuses et urgentes de sortir de la prétendue « Union européenne », ne ratez pas cette page :  
<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2011/05/20/125-les-raisons-majeures-de-sortir-de-l-union-europeenne-vite>
- sur le cas particulier du libre-échange, lire le livre majeur de Friedrich List, « [Système national](#) »

d'économie politique », 1857 (avec une préface claire et puissante d'Emmanuel Todd) :

- Et puis, sur les racines et les gènes nazis de l'Union européenne, regardez aussi ceci :

- sur le scandale du **NAIRU** :

- la fiche wikipédia :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Taux\\_de\\_ch%C3%B4mage\\_n%27acc%C3%A9rant\\_pas\\_l%27inflation](http://fr.wikipedia.org/wiki/Taux_de_ch%C3%B4mage_n%27acc%C3%A9rant_pas_l%27inflation)

- le site « NAIRU, le Nom de la Ruse. La face cachée du chômage. » : <http://lenairu.blogspot.fr/>

- voir aussi : <http://lenairu.free.fr/pages/lenairuvitepag.html>

---

Définitivement marre des *professionnels de la politique qui se permettent depuis 200 ans d'être constituants* : **ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir**. Ceci n'est pas négociable, pour des citoyens dignes de ce nom.

